

**Mémoire présenté dans le cadre des
consultations prébudgétaires en vue du
budget de 2019**

Par :

Kevin Neveu, Chef de la direction

Precision Drilling Corporation

Calgary (Alberta)

- **Recommandation 1** : Que le gouvernement autorise la déductibilité immédiate des dépenses en immobilisations aux fins de l'impôt dans l'exercice où elles sont engagées, mesure applicable de façon élargie à l'ensemble de l'économie, qui cadrerait avec des réformes fiscales similaires aux États-Unis tout en ayant pour avantage collatéral de faciliter l'observation et l'administration fiscales;
- **Recommandation 2** : Que le gouvernement et l'industrie examinent conjointement des approches novatrices pour le financement des PME dans le secteur du pétrole et du gaz naturel d'amont;
- **Recommandation 3** : Que le gouvernement accroisse le niveau de protection jusqu'à couvrir environ 80 % du coût total d'observation pour les industries énergivores touchées par les échanges, y compris le secteur pétrolier et gazier, afin de remédier à l'écart de compétitivité avec les États-Unis et d'éviter les fuites de carbone;
- **Recommandation 4** : Que le gouvernement aille de l'avant avec son engagement du budget de 2017 consistant à réviser le programme de crédit d'impôt de la recherche scientifique et du développement expérimental (RS&DE), en vue d'en accroître l'efficacité par le partage des risques et l'inclusion, dans sa portée, de l'innovation opérationnelle;
- **Recommandation 5** : Que le gouvernement continue d'endosser un rôle de leadership pour ce qui est de cerner les occasions de reconnaissance internationale des progrès du Canada dans la réduction des émissions mondiales de GES, par ses exportations de gaz naturel, et de chercher à obtenir des crédits internationaux par des accords commerciaux aux termes de l'article 6 de l'Accord de Paris;
- **Recommandation 6** : Que le gouvernement permette l'accélération de la technologie, l'infrastructure et l'innovation collaboratives dans le secteur, particulièrement en ce qui concerne la commercialisation de l'électrification des installations de gaz naturel riche en liquides en amont et de gaz naturel liquéfié en aval, ainsi que d'autres technologies susceptibles de réduire les coûts et les émissions de gaz à effet de serre.

Premier entrepreneur en services pétroliers au Canada, Precision Drilling, très présent aux États-Unis et à l'étranger, possède une perspective unique sur la compétitivité affaiblie de l'industrie pétrolière et gazière du Canada. Plus tôt cette année, un client américain de l'industrie a financé le déménagement de l'appareil PD-572 de Precision, un appareil de grande qualité, de l'Ouest canadien à la Pennsylvanie. Cet appareil de 25 millions de dollars et quelque 100 emplois liés à l'industrie ont ainsi quitté le Canada de façon permanente. Six autres entrepreneurs en forage avaient déjà annoncé, précédemment, le transfert vers les États-Unis de 14 autres appareils de forage (300 millions de dollars en actifs et 1 400 emplois dans l'industrie). À l'heure où une base de coûts non compétitive continue de poser des difficultés à l'industrie canadienne, nous craignons que davantage d'actifs, d'emplois et de débouchés canadiens soient attirés vers des territoires de compétence plus compétitifs hors du Canada. Nous sommes très inquiets qu'il en résulte des dommages durables qui auront des répercussions sur l'économie canadienne. Nous sommes fermement convaincus qu'une action ciblée et coordonnée doit être déployée, à très court terme, pour restaurer la confiance des investisseurs et équilibrer la compétitivité pour ce secteur, tout en favorisant la transition vers une économie à plus faibles émissions de carbone.

En tant que l'une des plus importantes industries au Canada, le secteur pétrolier et gazier joue un rôle clé dans l'économie canadienne tout en procurant aux marchés mondiaux une énergie responsable des points de vue environnemental et social. Étant donné la demande mondiale croissante à l'égard du pétrole et du gaz naturel, l'industrie canadienne pourrait continuer dans cette voie pour encore plusieurs décennies. Afin de saisir cette occasion, ses intervenants estiment qu'elle et les gouvernements doivent absolument agir, à court terme, afin de remédier à d'importants écarts de compétitivité systémiques par rapport aux territoires de compétence concurrents, particulièrement les États-Unis.

L'industrie croit fermement qu'une action ciblée et coordonnée s'impose, à très court terme, pour restaurer la confiance des investisseurs et renouveler la croissance dans le secteur au bénéfice de tous les Canadiens tout en favorisant la transition vers une économie à plus faibles émissions. Cette urgence découle de la convergence de plusieurs facteurs, plus particulièrement la tendance croissante à la migration du capital investissement vers d'autres territoires de compétence, la difficulté à attirer du nouveau capital au Canada et l'imminence de la prochaine conjoncture favorable à une participation aux marchés mondiaux du gaz naturel. Une fois établie, cette dynamique négative est difficile et longue à inverser. Le Canada dispose d'importantes ressources de pétrole brut et de gaz naturel de haute qualité, mais la valeur de ces ressources (mise en valeur responsable, emploi, avantages économiques) ne saurait être réalisée que si l'industrie investit le capital nécessaire pour les monétiser. L'industrie pétrolière et gazière au Canada a atteint une étape décisive dans la prise de décisions à court terme à l'égard de plusieurs grands projets d'investissement.

Le Canada et le reste du monde éprouvent actuellement de plus en plus de difficulté à satisfaire la demande croissante à l'égard d'une énergie sûre, fiable et abordable, tout en prenant les mesures qui s'imposent face aux effets des changements climatiques et à la nécessité de passer, dans les prochaines décennies, à un système énergétique/une économie à plus faibles émissions de carbone. Ces deux impératifs, s'ils sont abordés de façon équilibrée et responsable au fil du temps, ne sont pas incompatibles. Ils devraient en fait, pour le Canada, aller de pair.

Dans le récent scénario « Nouvelles politiques » de son rapport World Energy Outlook (Perspectives énergétiques mondiales), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que la demande énergétique mondiale augmentera d'environ 30 %, d'ici 2040, par rapport au niveau d'aujourd'hui. Cette croissance est aiguillonnée par les augmentations de population et par l'accroissement de l'urbanisation et de l'industrialisation, essentiellement en Asie. L'AIE prévoit aussi que d'ici 2040, plus de la moitié de la demande énergétique mondiale demeurera satisfaite par le pétrole et le gaz naturel. Le moment est donc bien choisi pour capturer, au moyen de l'offre canadienne, de nouveaux marchés; le prochain cycle de demande pour le gaz naturel liquéfié devrait émerger entre 2022 et 2030. En tant que cinquième producteur de gaz naturel en importance, le Canada devrait profiter de ce débouché et continuer de jouer un très important rôle dans la satisfaction de la demande énergétique mondiale et la réduction de la pauvreté énergétique à l'échelle de la planète. Il peut le faire d'une façon qui contribuerait à réduire les émissions de carbone mondiales et le positionnerait parmi les chefs de file mondiaux en ce qui a trait aux normes de rendement environnementales et sociales. Si l'offre canadienne ne répond pas à cette demande, alors d'autres territoires de compétence, aux normes environnementales et sociales probablement inférieures, s'en chargeront.

L'industrie énergétique du Canada compte parmi les plus importants moteurs de notre économie, directement et par ses liens avec d'autres industries comme l'industrie pétrochimique, la production d'énergie électrique et le secteur manufacturier. Nos ressources en pétrole et en gaz naturel peuvent continuer de garantir aux Canadiens un approvisionnement énergétique sûr, fiable et abordable, tout en contribuant à l'emploi et à la prospérité économique d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur. L'exploitation pétrolière et gazière présente par ailleurs une occasion exceptionnelle de croissance économique inclusive et de nouveaux progrès tangibles dans la réconciliation avec les peuples autochtones du Canada.

Parallèlement au débouché susmentionné, il y a aussi un consensus international quant à la nécessité de faire face aux changements climatiques à l'échelle mondiale et de réduire les émissions de carbone du système énergétique mondial. Le Canada s'est engagé à travailler à d'importantes réductions des émissions de gaz à effet de serre, par ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat ratifié en 2015 et par le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. L'industrie pétrolière et gazière canadienne reconnaît la nécessité de faire face aux changements climatiques à l'échelle mondiale, se montrant largement favorable aux objectifs de politique et aux cadres stratégiques climatiques mis en œuvre par les gouvernements du Canada, dans la mesure où ces politiques sont mise en œuvre de façon à inciter l'industrie à réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en tenant compte des répercussions sur la compétitivité dans les secteurs qui rivalisent, sur le marché libre, avec les entreprises de territoires de compétence aux politiques climatiques moins rigoureuses.

Les producteurs de pétrole et de gaz canadiens collaborent à l'égard de technologies et d'innovations destinées à réduire l'intensité des émissions de GES et à dissocier l'accroissement de la production de celui des émissions. Dans le cas du gaz naturel, une électrification à grande échelle et la réduction des émissions de méthane pourraient permettre d'augmenter de 50 % la production tout en maintenant les émissions absolues de GES aux niveaux actuels ou en deçà. Il y aura toutefois des difficultés à surmonter, sur le plan commercial et celui de l'infrastructure de transport, pour rendre possible une électrification de l'étendue nécessaire. Les exportations de pétrole et de gaz naturel du Canada aux émissions plus faibles que d'autres sources d'énergie concurrentes sur le marché auront pour effet de

réduire les émissions globales mondiales de GES. Ces mesures visant à assurer la compétitivité carbone de la production pétrolière et gazière du Canada, associées à l'utilisation de crédits carbone vérifiés et crédits internationaux, contribueraient également à l'harmonisation des aspirations du Canada en ce qui concerne l'énergie et le climat.

Le Canada a donc l'occasion de jouer un rôle de leadership dans la transition mondiale vers un système énergétique/une économie à plus faibles émissions de carbone, la vision consistant à faire de lui ***un fournisseur privilégié, pour les marchés intérieur et international, de pétrole et de gaz naturel à prix compétitif et faibles en carbone, produits selon les meilleures normes de rendement environnemental et social.***

Le Canada conserve plusieurs attributs positifs en termes d'attraction des investissements, parmi lesquels la taille et la qualité de la ressource, des normes environnementales de classe mondiale et des régimes de redevances concurrentiels. Tant la communauté de l'industrie que la communauté financière cependant, sont d'avis que la compétitivité du secteur pétrolier et gazier se trouve de plus en plus compromise. L'investissement quitte le secteur pétrolier et gazier du Canada, et ce dernier éprouve des difficultés à attirer du nouveau capital investissement. Bien que les évaluations fluctuent, de récentes données sur l'industrie indiquent que les sociétés canadiennes de gaz naturel riche en liquides seraient évaluées défavorablement par rapport à leurs pairs des États-Unis. Beaucoup de grands producteurs et grandes entreprises de services transfèrent le capital investissement et les emplois qui y sont associés vers d'autres territoires de compétence. Dans le même temps, les petits et moyens exploitants canadiens connaissent d'importantes difficultés pour attirer du financement. Depuis 2012, le nombre de petites sociétés a diminué de près de 50 % (passant de 49 à 25).

Ces difficultés sur le plan de la compétitivité sont attribuables à plusieurs facteurs, dont la structure de coûts, des changements dans le climat d'investissement commercial – p. ex. des changements de politiques fiscales aux États-Unis –, des restrictions d'accès au marché et leurs effets négatifs sur les prix, les délais et la complexité réglementaires et des problèmes liés à la perception du public. Le Canada se trouve en particulier confronté à d'importants problèmes d'accès au marché, lesquels empêchent la croissance de la production et des avantages connexes. En ce qui concerne le gaz naturel, le Canada perd des parts de marché au profit des États-Unis, dans des domaines où leur approvisionnement en gaz à tous les deux était traditionnellement assuré par le Canada; à ce jour, ce dernier n'a pas non plus pris part à la rapide croissance des marchés d'exportation du gaz naturel liquéfié (« GNL »). Ce manque d'options d'accès au marché se manifeste par d'importantes réductions de prix du pétrole et du gaz naturel canadien.

Certains de ces problèmes de compétitivité reflètent les conditions du marché étendu (p. ex. la croissance du pétrole/de l'huile et du gaz de schiste, qui perturbe la dynamique du marché nord-américain) et d'autres, les décisions stratégiques et réglementaires des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada. Parallèlement, des territoires de compétence concurrents interviennent pour rendre leurs régimes fiscaux et systèmes de réglementation plus compétitifs et efficaces, ce qui exacerbe la situation au Canada. Que ces changements soient ou non durables, ils ont actuellement un effet important sur l'attraction d'investissements et les flux de capitaux.

Veiller à ce que le Canada demeure compétitif rétablirait la confiance des investisseurs pour attirer le capital nécessaire à une croissance viable de l'industrie et de l'économie canadiennes. Les mesures

potentielles à cet égard relèvent tant de l'industrie que du gouvernement, en collaboration avec les peuples et intervenants autochtones.

Pour sa part, l'industrie a réduit et continue de réduire la structure de coûts, s'attaquant, à tous les égards, à l'intensité des émissions de GES dans le domaine, tout en cherchant à gagner en efficacité et en appliquant de nouvelles technologies et des systèmes et processus novateurs.

L'industrie est cependant d'avis que ces mesures à elles seules ne permettront pas de surmonter les difficultés rencontrées sur le plan de la compétitivité. Pour le gaz naturel, sa modélisation des facteurs économiques représentatifs en jeu révèle un écart de compétitivité mesurable entre les investissements dans le gaz naturel riche en liquides canadien et des débouchés similaires aux États-Unis. La modélisation montre que des investissements comparables dans ce même gaz aux États-Unis rapportent presque deux fois plus, procurant un gain d'une à deux années plus tôt que les investissements canadiens. Cet écart résulte, pour l'essentiel, de récents changements au régime fiscal des États-Unis, additionnés aux coûts d'observation des politiques climatiques au Canada.

En résumé, nous croyons que le sous-secteur du gaz naturel riche en liquides du Canada offre une importante occasion de croissance inclusive aux vastes retombées pour les Canadiens, qui cadre également avec les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada. Les mesures recommandées aideraient à garantir que le Canada demeure compétitif à l'échelle internationale, ce qui restaurerait la croissance des investisseurs, attirerait l'investissement et procurerait une plateforme pour un consensus plus large quant à l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière canadienne, menant au final à une importante croissance du secteur – laquelle protégerait tant les emplois que les travailleurs canadiens, ouvrirait des portes aux Canadiens autochtones et contribuerait à la prospérité économique nécessaire au maintien de notre niveau de vie et de notre qualité de vie tout en rendant possible la transition vers un système énergétique/une économie à plus faibles émissions de carbone.